Accord sur la Conservation des Albatros et des Pétrels

Huitième Réunion des Parties

Dunedin, Nouvelle-Zélande, 19 - 23 mai 2025

Projet de budget de l'Accord 2026 - 2028

Secrétariat

RÉSUMÉ

Un projet de budget de l'Accord pour la période 2026-2028 a été élaboré par le Secrétariat, conformément à la Règle 3.1 du Règlement financier. Il comprend un exposé des principales incidences financières des programmes de travail proposés pour la période triennale 2026-2028. En réponse à une demande formulée par la septième Réunion des Parties, trois versions d'un barème de contributions sont présentées : croissance nominale nulle, croissance réelle nulle et croissance supérieure à zéro.

RECOMMANDATIONS

Que la Réunion des Parties :

1. Examine le projet de budget pour la période triennale 2026-2028 ; et
2. adopte un budget de l'Accord pour la période triennale 2026-2028.

1. INTRODUCTION

La septième Réunion des Parties (RdP7) a demandé au Secrétariat d'élaborer un projet de budget pour l'Accord, un projet de barème des contributions comportant au moins trois options différentes, à savoir une croissance nominale nulle, une croissance réelle nulle et une croissance réelle supérieure à zéro, ainsi que de noter les économies potentielles réalisables (rapport de la RdP7, paragraphe 7.10.8). Le Secrétariat a donc préparé trois projets de scénarios budgétaires pour la considération de la Réunion des Parties et a fourni des informations sur les économies actuelles de l'ACAP.

Le projet de budget 2026-2028 est élaboré conformément aux principes de l'ACAP convenus lors de la RdP3, lesquels prévoient que : « *[l]e budget global et les contributions des Parties doivent réaliser une croissance réelle d'au moins 0 %, mais plus élevée de préférence, tout*

en évitant les fluctuations excessives pour les différentes Parties) » (Rapport de la RdP3, paragraphe 7.9.2).

Le projet de budget inclut les estimations du revenu et des dépenses pour la période 2026-2028, ainsi qu'un état des lieux des principales incidences financières **(ANNEXES 1 - 3**). Les **ANNEXES 1 - 3** incluent également, à titre d'information, des chiffres sur les dépenses estimées et réelles pour le budget 2023-2025 (au 31 décembre 2024). Un projet de résolution est également soumis à l'examen de la réunion des parties (**ANNEXE 4**).

Ce rapport financier doit être lu conjointement avec les documents **RdP8 Doc 20**, « Barème des contributions », **RdP8 Doc 09**, « Rapport financier provisoire », **RdP8 Doc 17**, « Projet de programme de travail du Comité consultatif 2026-2028 », et **RdP8 Doc 18**, « Projet de programme de travail du Secrétariat 2026-2028 ».

1.1. Contexte

Le budget pour la période triennale actuelle (2023-2025), adopté par la RdP7 (Résolution 7.5), court jusqu'à la fin du mois de juin 2025. Le budget 2023-2025 était basé sur une croissance nominale zéro, les contributions nationales totales pour chaque année restant identiques à celles de 2021. Cette décision fait suite à une période quadriennale (2019-2022) au cours de laquelle les Parties n'ont pas réussi à adopter un budget annuel pour l'exercice 2022. Le budget 2022 n'était donc qu'une reconduction du budget 2021 (comme le prévoit l'article VII 2(b) de l'Accord). Le remplacement de la période budgétaire triennale habituelle par une période quadriennale résulte du report de la RdP7 en raison de la pandémie de COVID-19. La RdP7 a convenu que le budget 2023-2025 à croissance nominale zéro serait complété par des allocations ponctuelles, provenant des économies du Fonds général. Ces allocations n'apparaissent pas dans les listes officielles de recettes et de dépenses ; elles constituent un addendum au document budgétaire convenu dans le cadre de la **Résolution 7.5**.

1.2 État de l'épargne de l'ACAP

L'état actuel du compte bancaire de l'ACAP (au 28 avril 2025) est le suivant :

Solde total du compte bancaire (28 avril)	**1 613 374 $**
Fonds spécial 1	151 483 $
Fonds spécial 2	100 000 $
Fonds général	1 361 891 $

À partir de ces montants, il est possible d'estimer les fonds engagés, et donc les économies non engagées :

Fonds engagés	
FS1 (Fonds spécial)	151 483 $
FS2 (Fonds de prévoyance)	100 000 $

Fonds général, PTCC (activités engagées dans le cadre du Programme de travail du Comité consultatif, y compris celles restantes des années précédentes ; à l'exclusion de celles couvertes par le Fonds spécial)	496 396 $
Le PTCC a engagé des fonds pour les prochains détachements et petites subventions	240 741$
Activités du Fonds général du 29 avril 2025 au 30 juin 2025 (Aff. 1 et 2, 2 derniers mois de l'exercice 2025 à l'exclusion des allocations ponctuelles provenant des économies) ; environ	187 912 $
Allocations uniques provenant des économies réalisées dans les Affectations 1 et 2, susceptibles d'être utilisées	130 000 $
Total des fonds engagés (y compris FS1 et FS2)	**1 306 532**
ÉCONOMIES NON ENGAGÉES (1 613 374 $ - 1 306 532 $)	**306 842 $**

Les économies non engagées estimées augmenteraient de 354 176 $ si toutes les Parties payaient leurs dettes à l'ACAP au cours des prochains mois (c'est-à-dire après le 28 avril 2025). Toutefois, il convient également de noter que, même si l'exercice financier 2026 commence en juillet 2025, les contributions des Parties pour 2026 ne sont pas dues avant le 1er janvier 2026. Par conséquent, si la dette impayée de 354 176 $ est apurée, elle servira en fait à couvrir les coûts des six premiers mois de l'exercice 2026, jusqu'à la date d'échéance du paiement des contributions de 2026. Des informations plus récentes sur les économies devraient être disponibles avant la RdP8.

Le Fonds spécial 1 ne peut être utilisé qu'aux fins pour lesquelles les Parties (et d'autres) ont versé leurs contributions volontaires, et ne peut être utilisé pour d'autres buts. Le Fonds spécial comprend les contributions affectées à des projets particuliers du Programme de travail du Comité consultatif (PTCC), ainsi que d'autres fonds détenus jusqu'à ce que le contributeur spécifie une tâche à laquelle ils doivent être affectés. Le Fonds de prévoyance (Fonds spécial 2) n'est pas utilisé ; il est conservé pour être utilisé en cas d'urgence majeure.

Le Fonds général comprend les fonds affectés au Programme de travail du comité consultatif (Appropriation 4). Ces fonds ne peuvent pas être utilisés pour financer d'autres affectations car ils sont attribués à des activités spécifiques, dont beaucoup sont de nature permanente. Les fonds s'accumulent dans le Programme de travail du Comité consultatif et sont utilisés selon les besoins pour les activités spécifiées. Le montant engagé dans le Programme de travail s'élève actuellement à 496 396 $ environ. Par ailleurs, des fonds sont affectés séparément aux programmes de petites subventions et de détachements. Les fonds pour les détachements 2024 n'ont pas encore été dépensés ; quant aux fonds pour les petites subventions 2024, ils n'ont pas encore été attribués.

En outre, quelque 187 912 $ du Fonds général seront nécessaires pour financer d'autres activités inscrites au budget pour le reste de l'exercice en cours.

2. ÉTAT DES INCIDENCES FINANCIERES IMPORTANTES

Comme indiqué ci-dessus, la proposition de budget pour 2026-2028 comprend trois scénarios différents pour la période triennale :

- Scénario 1, croissance nominale nulle par rapport au budget 2023-2025
- Scénario 2, croissance réelle nulle par rapport au budget 2023-2025
- Scénario 3, croissance réelle supérieure à zéro par rapport au budget 2023-2025

2.1. REVENUS

2.1.1 Contributions estimées des Parties

La formule de calcul de la part individuelle de chaque Partie dans le total des contributions des Parties est détaillée dans le document **RdP8 Doc 20**.

Pour le **Scénario 1, croissance nominale nulle**, les contributions totales des Parties sont identiques à celles du budget 2023-2025, ce qui représente un niveau annuel total de contributions estimé à 795 047 $.

Pour le **Scénario 2, croissance réelle nulle**, les contributions totales des Parties pour 2026-2028 ont été estimées en tenant compte de l'inflation, correspondant à l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation de Hobart (www.abs.gov.au). La hausse de l'inflation pour les contributions des Parties est calculée en appliquant le coefficient d'inflation au chiffre de 795 047 $, gelé depuis 2021, pour chaque année de 2022 à 2026, soit une augmentation cumulée de 16,5 % pour les contributions de 2026. Pour 2027 et 2028, un taux d'inflation estimé à 1,5 % est utilisé.

Pour le **Scénario 3, croissance réelle supérieure à zéro**, un taux supérieur à l'inflation a été utilisé. Un taux de 37 % a été appliqué à l'estimation des contributions pour 2026, afin de créer un budget qui permet de financer des activités / dépenses non couvertes par les deux scénarios précédents. De 2026 à 2027 et de 2027 à 2028, le même taux d'inflation de 1,5 % a été appliqué.

2.1.2 Autres revenus

Pour les autres revenus (intérêts sur les fonds, contribution du Gouvernement de Tasmanie et remboursements d'impôts), les estimations pour 2026 ont été calculées sur la base des informations fournies par nos collègues du secteur de l'État de Tasmanie et des revenus réels des années précédentes. Les estimations pour 2027 et 2028 ont été calculées en appliquant un taux d'inflation de 1,5 %, tant pour les recettes que pour les dépenses.

2.2. DÉPENSES

2.2.1 Facteurs pertinents pour tous les scénarios

Affectation 1

Les frais de personnel (1.1.1) pour le Responsable scientifique et le Secrétaire Exécutif ne changent pas d'un scénario à l'autre. Comme dans les propositions budgétaires précédentes, et conformément au Statut du Personnel (5.2), le salaire du Responsable scientifique est basé sur la classification de responsable professionnel, Band 2, dans le secteur de l'État de Tasmanie, avec des augmentations estimées pour les années suivantes. Le niveau de salaire

à verser au Secrétaire Exécutif pour l'exercice 2026 a été déterminé par les Parties, à 173 328 $ (voir la **circulaire ACAP PCN 2024-01**). Des augmentations basées sur l'inflation sont proposées pour les deux années suivantes. L'article 5.1 du Statut du personnel de l'ACAP prévoit que le salaire de la Secrétaire Exécutive soit « proche au classement Senior Executive Service [Cadre supérieurs] (SES 2) des Services de l'État de Tasmanie »**.**

En outre, les Scénarios 2 et 3 comprennent une proposition de création d'un nouveau poste permanent à temps partiel de Conseiller en communication, qui travaillerait trois jours par semaine. Comme pour le poste de Responsable scientifique, ce barème de rémunération doit être établi à partir de ceux définis par le Tasmanian State Service Award (Staff Regulation 5.2). Le niveau de salaire proposé pour ce poste se situe au Band 4 de l'échelle 2 du secteur général de l'État de Tasmanie, soit le niveau 5. Durant la période triennale actuelle et jusqu'en décembre 2024, Bree Forrer, consultante, a fourni des conseils en communication. Ses services étaient financés par des fonds provenant de l'allocation pour les consultants, augmentés d'une allocation unique prélevée sur l'épargne. La création d'un poste permanent à temps partiel assurera le maintien de la visibilité de l'ACAP, conformément à la stratégie de communication (voir **RdP8 Doc 26** « Mise en œuvre de la stratégie de communication de l'ACAP »). Le Scénario 1 ne prévoit pas de fonds pour ce poste. Dans les Scénarios 2 et 3, les postes relatifs à la caisse de retraite et à l'indemnisation des accidents du travail ont été mis à jour pour tenir compte de la nouvelle position proposée.

Le Scénario 3 propose également la création d'un nouveau poste d'assistant financier et administratif, qui travaillerait deux jours par semaine. En ce qui concerne le Conseiller en communication, le niveau de salaire proposé pour ce poste est le Band 4 de l'échelle 2 du secteur général de l'État de Tasmanie, soit le niveau 5.

Dans tous les scénarios, les éléments suivants sont basés sur une augmentation de 1,5 % entre 2026 et 2027, ainsi qu'entre 2027 et 2028, ou sur un taux modifié (à la hausse ou à la baisse) basé sur les dépenses réelles des années précédentes. Ils ne changent pas d'un scénario à l'autre :

1.2.4 Assurance voyage
1.2.8 Assurance générale

et tous les postes de la rubrique « Coûts opérationnels » (1.3.1 à 1.3.30). Parmi ceux-ci, les points 1.3.1 et 1.3.2 présentent des estimations réduites, basées sur les dépenses réelles au cours de la dernière période triennale. Le point 1.3.8 voit une hausse des dépenses estimées pour les traductions (bien supérieure à l'inflation), étant donné que la charge de travail en matière de traduction a augmenté de manière significative au cours des dernières années. Le point 1.3.16 (stationnement) a été augmenté (au-delà de l'inflation) afin d'intégrer la nécessité de rétablir un abri pour une deuxième voiture (en 2023, un parking a été supprimé afin d'augmenter les fonds disponibles pour le PTCC).

Pour tous les autres postes de l'Affectation 1 (principalement ceux liés aux voyages du Secrétariat) : 1.2.1, 1.2.2 et 1.2.9, représentation), le Scénario 1 retient le chiffre de 2025 pour les dépenses estimées sur la période triennale. Comme il ne tient pas compte de l'inflation, cela implique une réduction de la capacité dans ces domaines.

L'allocation pour les consultants (1.2.5) a été réduite pour l'ensemble des trois scénarios.

Dans tous les scénarios, le point 1.3.25 a été augmenté de manière significative, afin de couvrir les fortes augmentations attendues des coûts de gestion de la base de données, dans

le cadre d'un nouvel accord de consultance. Lorsque les coûts réels seront disponibles, il pourrait également être nécessaire de recourir au point 1.2.5 pour compléter les fonds destinés à ce poste.

Dans tous les scénarios, il est proposé de prélever une petite partie du financement sur des allocations ponctuelles provenant des économies réalisées, comme suit :

35 000 $ pour l'achat d'une voiture pour le nouveau Secrétaire Exécutif

Affectation 2 - Réunion des Parties et Affectation 3 - Réunions du comité consultatif

Selon une hypothèse de base de la préparation du budget, une seule réunion du Comité consultatif ou de la Réunion des Parties se tiendra chaque année. Depuis l'adoption à la RdP3 d'un exercice financier allant du 1er juillet au 30 juin, il n'y a plus une réunion par exercice financier. Pendant la prochaine période triennale, une réunion est prévue durant l'exercice financier 1 (2026), aucune durant l'exercice 2 (2027) et deux pendant l'exercice 3 (2028) du cycle budgétaire. Toutefois, les frais inhérents à l'organisation des réunions ont été répartis sur les trois années du cycle budgétaire, sachant qu'une part importante des frais liés à ces réunions sera distribuée par le Secrétariat en conséquence (par le biais de paiements anticipés pour une partie des coûts de la réunion). Cela vaut pour les trois scénarios.

Pour **les trois scénarios**, les dépenses au titre **de l'Affectation 2** (pour la RdP9) ont été estimées sur la base des dépenses totales estimées pour la RdP8, majorées de l'inflation. Les postes qui avaient été supprimés du budget de référence dans le budget 2023-2025 (et financés par des allocations uniques provenant des économies) ont été rétablis.

Pour **l'Affectation 3, réunions du Comité consultatif,** les estimations du Scénario 1 (croissance nominale nulle) sont très différentes de celles des Scénarios 2 et 3. En effet, pour le Scénario 1, les fonds disponibles sont globalement bien inférieurs à ceux des autres scénarios. Ces montants ne suffisent pas à couvrir les augmentations considérables du coût des réunions depuis 2021. Comme le montre le document **RdP8 Doc 09**, les dépenses pour la CC13 et la CC14 ont excédé l'allocation budgétaire de base. En conséquence, ce projet de budget propose que, si les Parties souhaitent adopter un budget à croissance nominale nulle, la CC15 (en 2026) se tienne en ligne, pour revenir à une réunion en personne à la CC16 (en 2027). Les coûts estimés pour une réunion en ligne sont basés sur ceux de la CC12, plus l'inflation. Une autre approche pourrait consister à organiser la réunion CC15 en personne, la Partie hôte s'engageant à prendre en charge l'ensemble des coûts, à l'exception de ceux qui sont couverts par l'allocation pour une réunion en ligne.

Pour le Scénario 2, les coûts des deux réunions du Comité consultatif sont ajustés à l'inflation, et des ajouts ont été faits pour certains postes, afin de tenir compte de l'augmentation des coûts constatée dans le document **RdP8 Doc 09.** L'allocation pour le soutien aux fonctionnaires du CC (3.4.1) qui avait été supprimée (et financée par des économies) durant la période triennale 2023-2025 a été rétablie (et ajustée pour tenir compte des coûts réels au cours des dernières années).

Dans le Scénario 3, il n'a pas été possible d'inclure des fonds supplémentaires (en plus de ceux du Scénario 2) pour permettre le parrainage de deux délégués de chaque Partie provenant d'un pays en développement (par rapport à un délégué chacun, comme ce qui s'est fait jusqu'à présent et constitue la base des estimations du Scénario 2). Les Parties ont régulièrement envoyé des demandes au Secrétariat pour que deux délégués soient parrainés

aux réunions du CC. Cependant, même avec l'augmentation de 37 % des cotisations à partir de 2021, il ne serait pas possible d'inclure de telles dépenses.

Réunions hybrides

Des discussions ont fait émerger un intérêt pour l'opportunité éventuelle d'organiser (tout ou partie) des futures réunions de l'ACAP en format hybride, principalement dans le but de permettre aux délégations d'économiser les frais de voyage. Cette section fournit des informations sur les coûts potentiels de telles réunions, ainsi que les commentaires reçus des Secrétariats d'autres organisations sur les avantages et les inconvénients de ce format. Les coûts des réunions hybrides n'ont pas été inclus dans les scénarios budgétaires 1, 2 ou 3. Si les Parties décidaient de les inclure, elles se verraient peut-être contraintes de supprimer ou de réduire une autre activité du budget.

Coûts des réunions hybrides

En général, les réunions hybrides (également appelées réunions mixtes) peuvent être réparties en deux catégories : « hybride actif », où les participants en ligne peuvent prendre la parole lors des réunions comme s'ils étaient présents dans la salle, et « hybride passif » (souvent appelé « streaming »), où les délégués qui ne sont pas sur place peuvent écouter en ligne les discussions, sans être en mesure d'intervenir.

Le Secrétariat a demandé à nos prestataires techniques pour la RdP8 (Congress Rental) de nous fournir une estimation des coûts de l'organisation de la RdP8 au format hybride actif et au format hybride passif. Ils font état d'un coût de 77 023 $ pour le format hybride actif, et 67 943 $ pour l'hybride passif (par rapport au coût actuel de 35 868 $ pour la RdP8 en personne). Bien entendu, pour une réunion du Comité consultatif (qui est deux fois plus longue que la RdP), le coût augmenterait considérablement. Par ailleurs, l'intégration d'une personne supplémentaire dans l'équipe du Secrétariat pour aider à la gestion de ce dispositif, entraînerait également des coûts pour le Secrétariat.

Congress Rental a indiqué que l'augmentation des coûts des réunions hybrides est principalement due aux éléments supplémentaires suivants :

- Caméras mobiles automatiques reliées aux microphones, afin que l'orateur actif puisse être vu clairement par les participants en distanciel. Cela comprend le matériel et le logiciel nécessaires aux caméras, la commutation automatique et les tiers inférieurs permettant d'indiquer le nom de l'orateur.
- Intégration de l'interprétation dans la vidéoconférence.
- Présence d'un technicien supplémentaire en support du format hybride, incluant notamment tous les déplacements et la logistique.
- Contraintes additionnelles pour la prise en charge des participants actifs en distanciel, notamment un routage audio et un routage vidéo supplémentaires pour les intervenants à distance.

Avantages et inconvénients des réunions hybrides : retour d'expérience des Secrétariats d'autres organisations.

Hybride actif

L'expérience d'autres Secrétariats en matière d'organisation de réunions au format hybride actif est généralement négative. C'est particulièrement vrai pour les réunions de haut niveau

(telles que la Réunion des Parties ou de la Commission), où des négociations et des prises de décision sont nécessaires. Voici quelques-uns des commentaires reçus :

Les réunions hybrides constituent un défi technique et entraînent des coûts supplémentaires importants ; elles représentent un double travail pour l'équipe du Secrétariat et rendent la prise de décision et la négociation extrêmement difficiles ; il existe une différence de statut nette entre les personnes qui assistent en personne et celles qui assistent en ligne, ce qui conduit à l'existence de deux catégories de participants. Ceux qui participent en ligne ont tendance à être moins flexibles et (par la force des choses) moins susceptibles de mener des discussions informelles avec d'autres délégués, qui permettraient pourtant d'envisager des compromis ou de nouvelles approches d'une question.

En raison des risques posés par la création de deux catégories de participants, les Secrétariats concernés consultés ont indiqué qu'ils ne recommanderaient pas de supprimer le soutien financier aux délégués dans un scénario de format hybride actif (afin que le Secrétariat réalise des économies), car cela signifierait que certaines délégations n'auraient pas la possibilité d'assister à la réunion en personne.

Des collègues d'organisations comptant un petit nombre de Parties/Membres ont fait remarquer que, du fait de ces effectifs limités, une réunion hybride risquait de ne réunir qu'un très petit nombre de délégués en personne. Si le nombre de membres est faible, le coût par utilisateur sera également élevé.

Certaines organisations qui avaient essayé de tenir leur réunion de la Commission au format hybride actif sont revenues à des réunions en personne uniquement.

Hybride passif (streaming)

Certains Secrétariats se sont montrés plus positifs quant à l'utilisation du streaming, qui permet à des délégués supplémentaires d'assister à une réunion. Cela permettrait d'élargir le nombre de participants, même s'ils restent silencieux. Dans ce scénario, il y aurait moins de risque de confusion quant à la prise de décision (comme cela pourrait se produire avec l'hybride actif) : elle serait clairement limitée aux délégations physiquement présentes. Les auditeurs pourraient bien sûr rester en contact avec leurs propres délégués et leur donner des conseils.

Tous les Secrétariats ont mentionné les coûts élevés d'une réunion hybride de bonne qualité.

Affectation 4 - Programme de travail du Comité consultatif

Avec les fonds disponibles dans les Scénarios 1 et 2, il n'est pas possible de financer toutes les activités proposées dans le projet de Programme de travail du Comité consultatif (**RdP8 Doc 17**) ainsi que deux cycles de détachement et deux cycles de petites subventions. Il est à noter que des fonds ont été alloués au cours de la période triennale pour les Détachements et le PTCC afin de faire correspondre les recettes et les dépenses. Bien que les appels à candidatures pour les détachements et les petites subventions aient généralement lieu deux fois tous les trois ans, les fonds alloués à cette ligne budgétaire ont été répartis sur trois ans afin d'équilibrer les dépenses.

Le scénario 1 ne prévoit pas d'allocation pour les détachements. Dans le Scénario 2, 60 000 $ sur trois ans (soit deux cycles de détachement de 30 000 $ chacun) ont été alloués au poste « Soutien des détachements ».

Pour le poste « PTCC », dans le Scénario 1, 248 104 $ ont été alloués sur trois ans. Dans le Scénario 2, 219 953 $ ont été alloués sur trois ans. Cependant, cette somme est loin de couvrir les fonds nécessaires pour le projet de Programme de travail du Comité consultatif et les deux cycles de petites subventions. Le montant total des fonds demandés par le Comité consultatif pour les activités du PTCC (à l'exclusion du programme de petites subventions) s'élève à 376 000 $ (voir **RdP8 Doc 17**). En outre, conformément à la pratique de l'ACAP, deux séries de subventions d'environ 100 000 $ chacune devraient normalement être accordées au cours de la période triennale. Cela signifie que 576 000 $ seraient nécessaires pour mener à bien toutes les activités du PTCC (à l'exclusion des détachements) et financer deux cycles de subventions.

La Réunion des Parties devra examiner la meilleure façon de combler cette lacune de financement, en gardant à l'esprit que les activités du Programme de travail du Comité consultatif sont au cœur du travail de l'Accord pour atteindre son objectif (voir **RdP8 Doc 11**) et que la valeur du programme de petites subventions est incontestable (voir **RdP8 Doc 25**).

Le scénario de croissance réelle nulle (Scénario 2) manquerait néanmoins de fonds pour couvrir les coûts estimés à partir des revenus parce que pour certains d'entre eux, l'augmentation est supérieure à l'inflation. Par ailleurs, de nouvelles dépenses ont été incluses. Par exemple, l'Affectation 1 présente une augmentation des coûts pour les salaires du personnel en raison de la proposition de création d'un poste permanent à temps partiel de Conseiller en communication ; elle intègre également des coûts accrus pour la gestion des données résultant de nouvelles dispositions en matière de consultance. Les coûts des réunions du Comité consultatif ont été estimés supérieurs à l'inflation en raison des coûts réels des deux dernières réunions. Le Comité consultatif a proposé un programme de travail un peu plus coûteux que celui de la période triennale précédente (367 000 $ contre 233 000 $) en raison de l'augmentation du nombre d'activités et du coût de certaines d'entre elles. Il est possible que l'on dispose de suffisamment de fonds provenant des économies réalisées pour affecter 200 000 $ au PTCC en tant qu'allocation unique provenant des économies réalisées au cours de la période triennale, mais il s'agirait d'une solution à court terme, qui ne serait pas viable à long terme. Il se pourrait que certaines Parties souhaitent verser des contributions volontaires pour aider à combler ce déficit. Il pourrait également être nécessaire de réduire les cycles de petites subventions et de détachements à un seul par période triennale. D'autres suggestions sont présentées ci-dessous.

Dans le Scénario 3, les montants totaux pour le PTCC sont couverts par le budget de base.

Proposition supplémentaire pour le scénario 3

Si des fonds sont disponibles grâce aux économies réalisées, la RdP9 pourrait envisager d'augmenter le fonds de prévoyance (SF2) de 100 000 $, pour un total de 200 000 $.

3. CONCLUSIONS

Les propositions ci-dessus (et les **ANNEXES 1, 2** et **3**) présentent un projet de budget pour chacun des trois Scénarios. Tant dans le Scénario 1 que dans le Scénario 2, il n'a pas été possible d'inclure la poursuite de toutes les activités régulières sans avoir recours à un financement provenant des économies (ou d'autres sources). Cela risque de créer une dépendance permanente à l'égard de ces fonds, qui pourrait ne pas être viable à long terme

(d'autant plus que le fonds de prévoyance, disponible pour les situations d'urgence, est d'un montant relativement faible). Le Scénario 3 propose la poursuite de toutes les activités actuelles en tenant compte de l'inflation, ainsi que des activités et du personnel supplémentaires susceptibles d'améliorer l'efficacité de l'Accord.

D'autres options pourraient être envisagées par la RdP afin de mettre en œuvre un budget à croissance nominale zéro, si l'option consistant à remplacer une réunion du CC par une réunion virtuelle n'est pas acceptée. Outre les propositions déjà présentées ci-dessus, les possibilités suivantes (qui ne s'excluent pas toutes mutuellement) sont envisageables :

- organiser une réunion du CC en ligne et une autre en personne (comme proposé au point 2.2.1 ci-dessus) ;
- réduire les dépenses du PTCC, par exemple en n'organisant qu'un seul cycle de petites subventions et de détachements par période triennale ;
- réduire l'une des réunions du CC (peut-être celle qui suit immédiatement la RdP) à une semaine (composée de brèves réunions du groupe de travail (GT) d'une journée, et de 3 jours pour le CC) ou tenir les réunions du GT en ligne suivies d’une réunion du CC en personne ;
- passer à deux réunions par période triennale (une réunion du CC et une RdP) ;
- réduire partiellement ou totalement le soutien financier pour la participation aux réunions ;
- la Partie hôte prend en charge les coûts du lieu de réunion et de la restauration.

Un budget à croissance nominale nulle implique de se désengager de certaines activités et initiatives importantes de l’ACAP. Si, en revanche, la Réunion des Parties considère qu'il est vital de poursuivre et de renforcer les efforts de l'ACAP pour atteindre ses objectifs, les Parties pourraient envisager d'adopter le budget proposé dans le Scénario 2, ainsi qu'au moins certaines des suggestions du Scénario 3. Cela contribuerait à renforcer l'influence de l'Accord et à augmenter les chances d'en atteindre l'objectif.

ANNEXE 1. Projet de budget de l'Accord avec des estimations des revenus et de dépenses pour 2026-2028 par rapport aux chiffres du budget 2023-2025 approuvés par la MdP7. Le **Scénario 1** montre une **croissance nominale nulle**, les contributions totales des Parties étant identiques à celles du budget 2023-2025, soit des contributions annuelles totales s'élevant à 795 047 $.

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
1. REVENUS									
	Contributions des Parties	795 047	771 136	795 047	715 265	795 047	795 047	795 047	795 047
	Intérêts produits par les fonds	3 885	43 074	4 060	65 586	4 243	20 000	20 300	20 605
	Dégrèvements fiscaux	15 550	0	14 199	41 899	12 787	15 889	16 127	16 369
	Protocole d'accord : Gouvernement de la Tasmanie	26 129	26 929	27 305	27 817	28 235	28 659	29 089	29 525
	Recettes totales	**840 611**	**841 139**	**840 611**	**850 567**	**840 611**	**859 595**	**860 563**	**861 546**
2. DÉPENSES									
AFFECTATION 1 - SECRÉTARIAT									
Salaires des employés									
1.1.1	Salaires - Secrétaire Exécutif	176 479	175 313	180 009	179 896	183 609	173 328	175 928	178 567
1.1.2	Régime de retraite RBF	18 530	18 407	19 801	19 237	22 033	20 799	21 111	21 428
1.1.3	Frais de recrutement	0	0	0	3 241	5 990	0	0	0
1.1.4	Salaires - Officier scientifique	113 957	113 598	116 236	118 179	118 561	125 246	127 125	129 032
1.1.5	Régime de retraite RBF	11 965	11 694	12 277	13 000	12 596	15 030	15 255	15 484
1.1.6	Salaires - Responsable communication (temps partiel)	-	-	-	-	-	-	-	-
1.1.7	Régime de retraite RBF	-	-	-	-	-	-	-	-
1.1.8	Indemnités d'accident du travail	3 627	3 802	3 790	3 936	3 961	4 500	4 568	4 637
	Total Salaires	**324 559**	**320 588**	**332 113**	**337 489**	**345 831**	**338 903**	**343 987**	**349 148**
Dépenses des employés									

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
1.2.1	Logement	11 325	6 699	11 834	17 319	12 367	12 367	12 367	12 367
1.2.2	Billets d'avion	28 313	23 942	29 587	16 190	30 919	30 919	30 919	30 919
1.2.3	Indemnités de déplacement	12 072	7 202	12 615	17 317	13 183	13 183	13 183	13 183
1.2.4	Assurance voyage	1 105	1 313	1 154	2 182	1 206	1 405	1 426	1 447
1.2.5	Consultants	59 662	84 866	62 347	84 251	65 153	50 000	50 000	50 000
1.2.6	Frais de déménagement (personnel)	0	0	0	0	0	0	0	0
1.2.8	Assurance générale	1 598	1 062	1 670	1 410	1 745	2 033	2 063	2 094
1.2.9	Frais de représentation	1 743	1 267	1 821	2 264	1 903	1 903	1 903	1 903
1.2.10	Autres frais de voyage - visas	935	79	978	0	1 021	1 021	1 021	1 021
	Total dépenses des employés	**116 753**	**126 430**	**122 006**	**140 933**	**127 497**	**112 831**	**112 882**	**112 934**
Coûts de fonctionnement									
1.3.1	Matériel / meubles de bureau	7 077	0	7 395	1 309	7 728	5 000	5 075	5 151
1.3.2	Entretien du matériel de bureau	872	0	911	0	952	995	1 010	1 025
1.3.3	Articles / fournitures de bureau	1 752	523	1 831	474	1 914	2 000	2 030	2 060
1.3.4	Publications / livres	254	187	265	183	277	289	293	298
1.3.6	Impression et reproduction	2 140	946	2 236	1 836	2 337	2 442	2 479	2 516
1.3.7	Télécommunications	2 723	3 332	2 846	4 652	2 974	3 108	3 155	3 202
1.3.8	Traductions – correspondance	10 077	18 127	10 530	15 951	11 004	13 755	13 961	14 171
1.3.9	Affranchissement	254	20	265	64	277	200	203	206
1.3.10	Fret / messagerie	254	0	265	0	277	200	203	206
1.3.11	Lumière et électricité	2 923	3 820	3 054	3 079	3 192	3 336	3 386	3 437
1.3.12	Bien d'assurance	1 634	1 418	1 708	1 296	1 785	1 865	1 893	1 921
1.3.14	Frais d'entretien de voiture	3 813	1 247	3 985	1 157	4 164	4 351	4 416	4 483
1.3.15	Taxis	566	141	592	707	619	647	657	667
1.3.16	Stationnement	3 576	4 195	3 905	3 575	3 576	7 474	7 586	7 700
1.3.18	Formation du personnel	2 541	2 260	3 905	960	1 953	2 041	2 072	2 103
1.3.19	Conférences / séminaires pour le personnel	1 417	0	1 480	589	1 546	1 500	1 523	1 545

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
1.3.20	Frais bancaires	317	0	331	0	346	362	367	373
1.3.21	Créances irrécouvrables et douteuses	346	0	361	0	378	395	401	407
1.3.22	Achat de logiciels	2 831	39	2 959	1 000	3 093	3 232	3 280	3 330
1.3.23	Location de serveur	701	39	733	236	766	800	812	824
1.3.24	Services informatiques externalisés	2 199	1 147	2 298	3 000	2 401	2 509	2 547	2 585
1.3.25	Modifications de la base de données	12 183	9 948	12 731	4 320	13 304	25 000	25 375	25 756
1.3.26	Grand réseau [WAN] sans fil	1 285	342	1 343	163	1 404	1 467	1 489	1 511
1.3.27	Loyer - Bureau de l'ACAP	35 731	37 469	37, 339	43 313	37 296	37 855	38 423	39 000
1.3.28	Impôts locaux et taxe sur l'eau	0	0	0	0	0	0	0	0
1.3.29	Entretien préventif	0	0	0	0	0	0	0	0
1.3.30	Nettoyage du bureau	0	0	568	0	593	300	305	309
	Total coûts de fonctionnement	**97 466**	**85 200**	**103 837**	**87 864**	**105 877**	**121 123**	**122 941**	**124 783**
TOTAL AFFECTATION 1 - SECRETARIAT		**538 778**	**532 218**	**557 956**	**566 286**	**579 205**	**572 857**	**579 809**	**586 865**
AFFECTATION 2 - RÉUNION DES PARTIES									(en personne)
Interprétation / traduction									
2.1.1	Interprétation simultanée	0	0	0	0	47 719	0	0	57 024
2.1.2	Matériel d'interprétation	0	0	0	0	18 924	0	0	41 479
2.1.3	Traduction de documents	0	5 060	0	0	39 322	0	0	46 990
	Total interprétation / traduction	**0**	**5 060**	**0**	**0**	**105 965**	**0**	**0**	**145 493**
Coûts de tenue des réunions									
2.2.1	Location du lieu de réunion	0	0	0	0	17 353	0	0	20 737
2.2.2	Location/achat du matériel de réunion	0	0	0	0	11 568	0	0	13 824
2.2.3	Personnel auxiliaire	0	0	0	0	0	0	0	39 946
2.2.4	Coûts d'impression	0	0	0	0	7 953	0	0	9 504
	Total coûts de tenue des réunions	**0**	**0**	**0**	**0**	**36 874**	**0**	**0**	**84 011**

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
Soutien financier									
2.3.1	Soutien financier d'experts	0	0	0	0	26 467	0	0	0
	Total soutien financier	**0**	**0**	**0**	**0**	**26 467**	**0**	**0**	**0**
TOTAL AFFECTATION 2 - RDP		**0**	**5 060**	**0**	**0**	**169 305**	**0**	**0**	**229 504**
AFFECTATION 3 - COMITÉ CONSULTATIF							(virtual)	(en personne)	
Interprétation / traduction									
3.1.1	Interprétation simultanée	55 470	22 888	57 966	44 699	0	59 705	60 601	0
3.1.2	Matériel d'interprétation	15 584	29 943	16 286	0	0	53 300	49 440	0
3.1.3	Traduction des documents de réunion	31 018	10 713	32 413	20 032	0	33 385	33 886	0
	Total interprétation/ traduction	**102 071**	**63 544**	**106 665**	**64 731**	**0**	**146 390**	**143 927**	**0**
Coûts de tenue des réunions									
3.2.1	Location du lieu de réunion	29 360	11 190	30 681	18 075	0	0	32 075	0
3.2.2	Location/achat du matériel de réunion	2 667	771	2 788	0	0	0	2 915	0
3.2.3	Personnel auxiliaire	28 898	38 063	30 198	60	0	0	31 570	0
	Total coûts de tenue des réunions	**60 925**	**50 024**	**63 667**	**18 135**	**0**	**0**	**66 561**	**0**
Soutien financier									
3.3.1	Soutien financier d'experts	20 802	34 400	21 738	37 179	0	0	22 726	0
	Soutien financier - États de l'aire de répartition non Parties	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total soutien financier	**20 802**	**34 400**	**21 738**	**37 179**	**0**	**0**	**22 726**	**0**
Soutien financier aux responsables du CC									
3.4.1	Soutien financier aux responsables du CC	**0**	**30 000**	0	42 246	0	0	0	0

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
	Total soutien	**0**	30 000	**0**	42 246	**0**	**0**	**0**	**0**
	TOTAL AFFECTATION 3 - CC	**183 798**	177 968	**192 070**	162 291	**0**	**146 390**	**233 213**	**0**
	AFFECTATION 4 - PROGRAMME DE TRAVAIL DU COMITÉ CONSULTATIF								
	Soutien des détachements	22 867	63 458	13 332	20 002	47 605	0	0	0
	Programme de travail du Comité consultatif	95 167	26 084	77 252	372 015	44 494	140 348	47 540	45 177
	TOTAL AFFECTATION 4 - PT CC	**118 034**	89 542	**77 252**	392 017	**92 099**	**140 348**	**47 540**	**45 177**
	TOTAL BUDGET DE L'ACCORD	**840 610**	804 788	**840 610**	1 120 594	**840 610**	**859 595**	**860 563**	**861 546**

Total potentiellement disponible à partir de l'épargne, environ 306 842 $

Dépense unique potentielle provenant de l'épargne		
1.3.25	Migration/reconstruction de la base de données	**75 000**
	Véhicule du Secrétariat	**35 000**
2.3.1	Soutien financier d'experts RdP9 2028	**31 628**
3.4.1	Soutien financier aux responsables du CC à la CC16 en 2027	**34 561**
PTCC (sur la période triennale)		**130 653**

ANNEXE 2. Projet de budget de l'Accord avec des estimations de revenus et de dépenses pour 2026-2028 montrant le **Scénario 2 de croissance réelle nulle**. Dans le cadre de ce scénario, une augmentation de 16,5 % a été appliquée aux revenus et aux dépenses comme facteur d'inflation pour 2026, sauf lorsque les variations exactes des coûts sont connues. Les budgets pour 2027 et 2028 ont été élaborés en appliquant un coefficient d'inflation de 1,5 %, sur la base des chiffres récents de l'IPC australien (www.abs.gov.au), sauf lorsque les coûts exacts étaient connus.

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
1. REVENUS									
	Contributions des Parties	795 047	771 136	795 047	715 265	795 047	926 230	940 123	954 225
	Intérêts produits par les fonds	3 885	43 074	4 060	65 586	4 243	20 000	20 300	20 605
	Dégrèvements fiscaux	15 550	0	14 199	41 899	12 787	15 889	16 127	16 369
	Protocole d'accord : Gouvernement de la Tasmanie	26 129	26 929	27 305	27 817	28 235	28 659	29 089	29 525
	Recettes totales	**840 611**	**841 139**	**840 611**	**850 567**	**840 611**	**990 778**	**1 005 639**	**1 020 724**
2. DÉPENSES									
AFFECTATION 1 - SECRÉTARIAT									
Salaires des employés									
1.1.1	Salaires - Secrétaire Exécutif	176 479	175 313	180 009	179 896	183 609	173 328	175 928	178 567
1.1.2	Régime de retraite RBF	18 530	18 407	19 801	19 237	22 033	20 799	21 111	21 428
1.1.3	Frais de recrutement	0	0	0	3 241	5 990	0	0	0
1.1.4	Salaires - Officier scientifique	113 957	113 598	116 236	118 179	118 561	125 246	127 125	129 032
1.1.5	Régime de retraite RBF	11 965	11 694	12 277	13 000	12 596	15 030	15 255	15 484
1.1.6	Salaires - Responsable communication (temps partiel)	-	-	-	-	-	57 328	58 188	59 061
1.1.7	Régime de retraite RBF	-	-	-	-	-	6 879	6 983	7 087
1.1.8	Indemnités d'accident du travail	3 627	3 802	3 790	3 936	3 961	4 500	4 568	4 637
	Total Salaires	**324 559**	**320 588**	**332 113**	**337 489**	**345 831**	**403 110**	**409 157**	**415 296**

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
Dépenses des employés									
1.2.1	Logement	11 325	6 699	11 834	17 319	12 367	14 408	14 624	14 843
1.2.2	Billets d'avion	28 313	23 942	29 587	16 190	30 919	36 021	36 561	37 109
1.2.3	Indemnités de déplacement	12 072	7 202	12 615	17 317	13 183	15 358	15 588	15 822
1.2.4	Assurance voyage	1 105	1 313	1 154	2 182	1 206	1 405	1 426	1 447
1.2.5	Consultants	59 662	84 866	62 347	84 251	65 153	50 000	50 000	50 000
1.2.6	Frais de déménagement (personnel)	0	0	0	0	0	0	0	0
1.2.8	Assurance générale	1 598	1 062	1 670	1 410	1 745	2 033	2 063	2 094
1.2.9	Frais de représentation	1 743	1 267	1 821	2 264	1 903	1 903	1 903	1 903
1.2.10	Autres frais de voyage - visas	935	79	978	0	1 021	1 189	1 207	1 225
	Total dépenses des employés	**116 753**	**126 430**	**122 006**	**140 933**	**127 497**	**122 317**	**123 372**	**124 443**
Coûts de fonctionnement									
1.3.1	Matériel / meubles de bureau	7 077	0	7 395	1 309	7 728	5 000	5 075	5 151
1.3.2	Entretien du matériel de bureau	872	0	911	0	952	995	1 010	1 025
1.3.3	Articles / fournitures de bureau	1 752	523	1 831	474	1 914	2 000	2 030	2 060
1.3.4	Publications / livres	254	187	265	183	277	289	293	297
1.3.6	Impression et reproduction	2 140	946	2 236	1 836	2 337	2 442	2 479	2 516
1.3.7	Télécommunications	2 723	3 332	2 846	4 652	2 974	3 108	3 155	3 202
1.3.8	Traductions – correspondance	10 077	18 127	10 530	15 951	11 004	13 755	13 961	14 170
1.3.9	Affranchissement	254	20	265	64	277	200	203	206
1.3.10	Fret / messagerie	254	0	265	0	277	200	203	206
1.3.11	Lumière et électricité	2 923	3 820	3 054	3 079	3 192	3 336	3 386	3 437
1.3.12	Bien d'assurance	1 634	1 418	1 708	1 296	1 785	1 865	1 893	1 921
1.3.14	Frais d'entretien de voiture	3 813	1 247	3 985	1 157	4 164	4 351	4 416	4 483
1.3.15	Cab charge – taxis	566	141	592	707	619	647	657	667
1.3.16	Stationnement	3 576	4 195	3 905	3 575	3 576	7 474	7 586	7 700
1.3.18	Formation du personnel	2 541	2 260	3 905	960	1 953	2 041	2 072	2 103

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
1.3.19	Conférences / séminaires pour le personnel	1 417	0	1 480	589	1 546	1 500	1 523	1 546
1.3.20	Frais bancaires	317	0	331	0	346	362	367	373
1.3.21	Créances irrécouvrables et douteuses	346	0	361	0	378	395	401	407
1.3.22	Achat de logiciels	2 831	39	2 959	1 000	3 093	3 232	3 280	3 329
1.3.23	Location de serveur	701	39	733	236	766	800	812	824
1.3.24	Services informatiques externalisés	2 199	1 147	2 298	3 000	2 401	2 509	2 547	2 585
1.3.25	Modifications de la base de données	12 183	9 948	12 731	4 320	13 304	25 000	25 375	25 756
1.3.26	Grand réseau [WAN] sans fil	1 285	342	1 343	163	1 404	1 467	1 489	1 511
1.3.27	Loyer - Bureau de l'ACAP	35 731	37 469	37, 339	43 313	37 296	37 855	38 423	39 000
1.3.28	Impôts locaux et taxe sur l'eau	0	0	0	0	0	0	0	0
1.3.29	Entretien préventif	0	0	0	0	0	0	0	0
1.3.30	Nettoyage du bureau	0	0	568	0	593	300	305	310
	Total coûts de fonctionnement	**97 466**	**85 200**	**103 837**	**87 864**	**105 877**	**121 123**	**122 941**	**124 783**
TOTAL AFFECTATION 1 - SECRETARIAT		**538 778**	**532 218**	**557 956**	**566 286**	**579 205**	**646 550**	**655 470**	**664 522**
AFFECTATION 2 - RÉUNION DES PARTIES									
Interprétation / traduction									
2.1.1	Interprétation simultanée	0	0	0	0	47 719	0	0	57 024
2.1.2	Matériel d'interprétation	0	0	0	0	18 924	0	0	41 479
2.1.3	Traduction de documents	0	5 060	0	0	39 322	0	0	46 990
	Total interprétation / traduction	**0**	**5 060**	**0**	**0**	**105 965**	**0**	**0**	**145 493**
Coûts de tenue des réunions									
2.2.1	Location du lieu de réunion	0	0	0	0	17 353	0	0	20 737
2.2.2	Location/achat du matériel de réunion	0	0	0	0	11 568	0	0	13 824
2.2.3	Personnel auxiliaire	0	0	0	0	0	0	0	39 946
2.2.4	Coûts d'impression	0	0	0	0	7 953	0	0	9 504

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
	Total coûts de tenue des réunions	**0**	**0**	**0**	**0**	**36 874**	**0**	**0**	**84 011**
Soutien financier									
2.3.1	Soutien financier d'experts	0	0	0	0	26 467	0	0	31 628
	Total soutien financier	**0**	**0**	**0**	**0**	**26 467**	**0**	**0**	**31 628**
TOTAL AFFECTATION 2 - RDP		**0**	**5 060**	**0**	**0**	**169 305**	**0**	**0**	**261 132**
AFFECTATION 3 - COMITÉ CONSULTATIF									
Interprétation / traduction									
3.1.1	Interprétation simultanée	55 470	22 888	57 966	44 699	0	59 705	60 601	0
3.1.2	Matériel d'interprétation	15 584	29 943	16 286	0	0	53 300	49 440	0
3.1.3	Traduction des documents de réunion	31 018	10 713	32 413	20 032	0	33 385	33 886	0
	Total interprétation/ traduction	**102 071**	**63 544**	**106 665**	**64 731**	**0**	**146 390**	**143 927**	**0**
Coûts de tenue des réunions									
3.2.1	Location du lieu de réunion	29 360	11 190	30 681	18 075	0	31 601	32 075	0
3.2.2	Location/achat du matériel de réunion	2 667	771	2 788	0	0	2 872	2 915	0
3.2.3	Personnel auxiliaire	28 898	38 063	30 198	60	0	31 104	31 570	0
	Total coûts de tenue des réunions	**60 925**	**50 024**	**63 667**	**18 135**	**0**	**65 577**	**66 561**	**0**
Soutien financier									
3.3.1	Soutien financier d'experts[1]	20 802	34 400	21 738	37 179	0	22 390	22 726	0
	Soutien financier - États de l'aire de répartition non Parties	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total soutien financier	**20 802**	**34 400**	**21 738**	**37 179**	**0**	**22 390**	**22 726**	**0**
Soutien financier aux responsables du CC									
3.4.1	Soutien financier aux responsables du CC	**0**	**30 000**	0	42 246	0	34 050	34 561	0

Réf. No Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
Total soutien	**0**	30 000	**0**	42 246	**0**	**34 050**	**34 561**	**0**
TOTAL AFFECTATION 3 - CC	**183 798**	177 968	**192 070**	162 291	**0**	**268 407**	**267 775**	**0**
AFFECTATION 4 - PROGRAMME DE TRAVAIL DU COMITÉ CONSULTATIF								
Soutien des détachements	22 867	63 458	13 332	20 002	47 605	20 000	20 000	20 000
Programme de travail du Comité consultatif	95 167	26 084	77 252	372 015	44 494	55 821	82 394	75 070
TOTAL AFFECTATION 4 - PT CC	**118 034**	89 542	**77 252**	392 017	**92 099**	**91 368**	**93 517**	**95 068**
TOTAL BUDGET DE L'ACCORD	**840 610**	804 788	**840 610**	1 120 594	**840 610**	**990 778**	**1 005 639**	**1 020 724**

Total potentiellement disponible à partir de l'épargne, environ 306 842 $

Dépense unique potentielle provenant de l'épargne	
1.3.25 Migration/reconstruction de la base de données	**75 000**
Véhicule du Secrétariat	**35 000**
Programme de travail du Comité consultatif (petites subventions, sensiblement réduites à un tiers)	**156 000**
Autres éléments potentiels (jusqu'à)	**40 842**

ANNEXE 3. Projet de budget de l'Accord avec des estimations de revenus et de dépenses pour 2026-2028 montrant le **Scénario 3 de croissance réelle supérieure à zéro**. Dans ce scénario, une augmentation de 37 % a été appliquée aux revenus et aux dépenses comme facteur d'inflation pour 2026, sauf lorsque les variations exactes des coûts sont connues. Les budgets pour 2027 et 2028 ont été élaborés en appliquant un coefficient d'inflation de 1,5 %, sur la base des chiffres récents de l'IPC australien (www.abs.gov.au), sauf lorsque les coûts exacts étaient connus.

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
1. REVENUS									
	Contributions des Parties	795 047	771 136	795 047	715 265	795 047	1 089 214	1 105 552	1 122 135
	Intérêts produits par les fonds	3 885	43 074	4 060	65 586	4 243	20 000	20 300	20 605
	Dégrèvements fiscaux	15 550	0	14 199	41 899	12 787	15 889	16 127	16 369
	Protocole d'accord : Gouvernement de la Tasmanie	26 129	26 929	27 305	27 817	28 235	28 659	29 089	29 525
	Recettes totales	**840 611**	**841 139**	**840 611**	**850 567**	**840 611**	**1 153 762**	**1 171 068**	**1 188 634**
2. DÉPENSES									
AFFECTATION 1 - SECRÉTARIAT									
Salaires des employés									
1.1.1	Salaires - Secrétaire Exécutif	176 479	175 313	180 009	179 896	183 609	173 328	175 928	178 567
1.1.2	Régime de retraite RBF	18 530	18 407	19 801	19 237	22 033	20 799	21 111	21 428
1.1.3	Frais de recrutement	0	0	0	3 241	5 990	0	0	0
1.1.4	Salaires - Officier scientifique	113 957	113 598	116 236	118 179	118 561	125 246	127 125	129 032
1.1.5	Régime de retraite RBF	11 965	11 694	12 277	13 000	12 596	15 030	15 255	15 484
1.1.6	Salaires - Responsable communication (temps partiel)	-	-	-	-	-	57 328	58 188	59 061
1.1.7	Régime de retraite RBF	-	-	-	-	-	6 879	6 983	7 087
1.1.x	Salaires - Finance & Admin. (temps partiel)	-	-	-	-	-	38 219	38 792	39 374
1.1.x	Régime de retraite RBF	-	-	-	-	-	4 586	4 655	4 725

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
1.1.8	Indemnités d'accident du travail	3 627	3 802	3 790	3 936	3 961	4 500	4 568	4 636
	Total Salaires	**324 559**	**320 588**	**332 113**	**337 489**	**345 831**	**445 915**	**452 605**	**459 395**
Dépenses des employés									
1.2.1	Logement	11 325	6 699	11 834	17 319	12 367	14 408	14 624	14 843
1.2.2	Billets d'avion	28 313	23 942	29 587	16 190	30 919	36 021	36 561	37 109
1.2.3	Indemnités de déplacement	12 072	7 202	12 615	17 317	13 183	15 358	15 588	15 822
1.2.4	Assurance voyage	1 105	1 313	1 154	2 182	1 206	1 405	1 426	1 447
1.2.5	Consultants	59 662	84 866	62 347	84 251	65 153	50 000	50 750	51 511
1.2.6	Frais de déménagement (personnel)	0	0	0	0	0	0	0	0
1.2.8	Assurance générale	1 598	1 062	1 670	1 410	1 745	2 033	2 063	2 094
1.2.9	Frais de représentation	1 743	1 267	1 821	2 264	1 903	2 217	2 250	2 284
1.2.10	Autres frais de voyage - visas	935	79	978	0	1 021	1 189	1 207	1 225
	Total dépenses des employés	**116 753**	**126 430**	**122 006**	**140 933**	**127 497**	**122 631**	**124 469**	**126 335**
Coûts de fonctionnement									
1.3.1	Matériel / meubles de bureau	7 077	0	7 395	1 309	7 728	5 000	5 075	5 151
1.3.2	Entretien du matériel de bureau	872	0	911	0	952	995	1 010	1 025
1.3.3	Articles / fournitures de bureau	1 752	523	1 831	474	1 914	2 000	2 030	2 060
1.3.4	Publications / livres	254	187	265	183	277	289	293	297
1.3.6	Impression et reproduction	2 140	946	2 236	1 836	2 337	2 442	2 479	2 516
1.3.7	Télécommunications	2 723	3 332	2 846	4 652	2 974	3 108	3 155	3 202
1.3.8	Traductions – correspondance	10 077	18 127	10 530	15 951	11 004	13 755	13 961	14 170
1.3.9	Affranchissement	254	20	265	64	277	200	203	206
1.3.10	Fret / messagerie	254	0	265	0	277	200	203	206
1.3.11	Lumière et électricité	2 923	3 820	3 054	3 079	3 192	3 336	3 386	3 437
1.3.12	Bien d'assurance	1 634	1 418	1 708	1 296	1 785	1 865	1 893	1 921
1.3.14	Frais d'entretien de voiture	3 813	1 247	3 985	1 157	4 164	4 351	4 416	4 483

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
1.3.15	Taxis	566	141	592	707	619	647	657	667
1.3.16	Stationnement	3 576	4 195	3 905	3 575	3 576	7 474	7 586	7 700
1.3.18	Formation du personnel	2 541	2 260	3 905	960	1 953	2 041	2 072	2 103
1.3.19	Conférences / séminaires pour le personnel	1 417	0	1 480	589	1 546	1 500	1 523	1 546
1.3.20	Frais bancaires	317	0	331	0	346	362	367	373
1.3.21	Créances irrécouvrables et douteuses	346	0	361	0	378	395	401	407
1.3.22	Achat de logiciels	2 831	39	2 959	1 000	3 093	3 232	3 280	3 329
1.3.23	Location de serveur	701	39	733	236	766	800	812	824
1.3.24	Services informatiques externalisés	2 199	1 147	2 298	3 000	2 401	2 509	2 547	2 585
1.3.25	Modifications de la base de données	12 183	9 948	12 731	4 320	13 304	25 000	25 375	25 756
1.3.26	Grand réseau [WAN] sans fil	1 285	342	1 343	163	1 404	1 467	1 489	1 511
1.3.27	Loyer - Bureau de l'ACAP	35 731	37 469	37, 339	43 313	37 296	37 855	38 423	38 999
1.3.28	Impôts locaux et taxe sur l'eau	0	0	0	0	0	0	0	0
1.3.29	Entretien préventif	0	0	0	0	0	0	0	0
1.3.30	Nettoyage du bureau	0	0	568	0	593	300	305	310
	Total coûts de fonctionnement	**97 466**	**85 200**	**103 837**	**87 864**	**105 877**	**121 123**	**122 941**	**124 783**
TOTAL AFFECTATION 1 - SECRETARIAT		**538 778**	**532 218**	**557 956**	**566 286**	**579 205**	**689 669**	**700 015**	**710 513**
AFFECTATION 2 - RÉUNION DES PARTIES									
Interprétation / traduction									
2.1.1	Interprétation simultanée	0	0	0	0	47 719	0	0	57 024
2.1.2	Matériel d'interprétation	0	0	0	0	18 924	0	0	41 479
2.1.3	Traduction de documents	0	5 060	0	0	39 322	0	0	46 990
	Total interprétation / traduction	**0**	**5 060**	**0**	**0**	**105 965**	**0**	**0**	**145 493**
Coûts de tenue des réunions									
2.2.1	Location du lieu de réunion	0	0	0	0	17 353	0	0	20 737

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
2.2.2	Location/achat du matériel de réunion	0	0	0	0	11 568	0	0	13 824
2.2.3	Personnel auxiliaire	0	0	0	0	0	0	0	39 946
2.2.4	Coûts d'impression	0	0	0	0	7 953	0	0	9 504
	Total coûts de tenue des réunions	**0**	**0**	**0**	**0**	**36 874**	**0**	**0**	**84 011**
Soutien financier									
2.3.1	Soutien financier d'experts	0	0	0	0	26 467	0	0	31 628
	Total soutien financier	**0**	**0**	**0**	**0**	**26 467**	**0**	**0**	**31 628**
TOTAL AFFECTATION 2 - RDP		**0**	**5 060**	**0**	**0**	**169 305**	**0**	**0**	**261 132**
AFFECTATION 3 - COMITÉ CONSULTATIF									
Interprétation / traduction									
3.1.1	Interprétation simultanée	55 470	22 888	57 966	44 699	0	59 705	60 601	0
3.1.2	Matériel d'interprétation	15 584	29 943	16 286	0	0	53 300	49 440	0
3.1.3	Traduction des documents de réunion	31 018	10 713	32 413	20 032	0	33 385	33 886	0
	Total interprétation/ traduction	**102 071**	**63 544**	**106 665**	**64 731**	**0**	**146 390**	**143 927**	**0**
Coûts de tenue des réunions									
3.2.1	Location du lieu de réunion	29 360	11 190	30 681	18 075	0	31 601	32 075	0
3.2.2	Location/achat du matériel de réunion	2 667	771	2 788	0	0	2 872	2 915	0
3.2.3	Personnel auxiliaire	28 898	38 063	30 198	60	0	31 104	31 571	0
	Total coûts de tenue des réunions	**60 925**	**50 024**	**63 667**	**18 135**	**0**	**65 577**	**66 561**	**0**
Soutien financier									
3.3.1	Soutien financier d'experts	20 802	34 400	21 738	37 179	0	22 390	22 726	0
	Soutien financier - États de l'aire de répartition non Parties	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total soutien financier	**20 802**	**34 400**	**21 738**	**37 179**	**0**	**22 390**	**22 726**	**0**

Réf. No	Affectation	2023 Budget	2023 Réel	2024 Budget	2024 Réel	2025 Budget	2026 Budget	2027 Budget	2028 Budget
Soutien financier aux responsables du CC									
3.4.1	Soutien financier aux responsables du CC	**0**	**30 000**	0	42 246	0	34 050	34 561	0
	Total soutien	**0**	**30 000**	**0**	**42 246**	**0**	**34 050**	**34 561**	**0**
TOTAL AFFECTATION 3 - CC		**183 798**	**177 968**	**192 070**	**162 291**	**0**	**268 407**	**267 775**	**0**
AFFECTATION 4 - PROGRAMME DE TRAVAIL DU COMITÉ CONSULTATIF									
Soutien des détachements		22 867	63 458	13 332	20 002	47 605	25 000	25 375	25 756
Programme de travail du Comité consultatif		95 167	26 084	77 252	372 015	44 494	170 686	177 903	191 233
TOTAL AFFECTATION 4 - PT CC		**118 034**	**89 542**	**77 252**	**392 017**	**92 099**	**195 686**	**203 278**	**216 989**
TOTAL BUDGET DE L'ACCORD		**840 610**	**804 788**	**840 610**	**1 120 594**	**840 610**	**1 153 762**	**1 171 068**	**1 188 634**

Total potentiellement disponible à partir de l'épargne, environ 306 842 $

Affectations uniques provenant de l'épargne		
1.3.25	Migration/reconstruction de la base de données	**75 000**
	Véhicule du Secrétariat	**35 000**
	Parrainage des (2e) délégués (7 Parties) aux réunions du CC	**68 965**
Augmentation FS2		**100 000**
Autres éléments potentiels (jusqu'à)		**27 877**

ANNEXE 4. PROJET DE RÉSOLUTION 8.x SUR LE BUDGET DE L'ACCORD 2026-2028

ACCORD SUR LA CONSERVATION DES ALBATROS ET DES PÉTRELS

Résolution 8.x

Budget 2026 - 2028 de l'Accord

Adoptée par la huitième session de la Réunion des Parties, Dunedin, Nouvelle-Zélande

19 - 23 mai 2025

Rappelant que l'Article VIII(8) de l'Accord exige que la Réunion des Parties adopte, lors de chacune de ses sessions ordinaires, le budget de la prochaine période financière ;

Rappelant également que l'article VII, paragraphe 2, point a), de l'accord prévoit que les décisions relatives au budget et au barème des contributions sont adoptées par consensus par la Réunion des Parties, en tenant compte des ressources différentes des diverses Parties ;

Notant que la Résolution 1.1 adoptée lors de la première session de la Réunion des Parties avait convenu d'envisager de modifier le barème des contributions ;

Rappelant que la Résolution 7.5 adoptée lors de la septième session de la Réunion des Parties (RdP7) a adopté une formule de barème des contributions et un budget pour 2023-2025 ;

Tenant compte de la Résolution 8.x sur le Programme de travail du Secrétariat 2026-2028 et de la Résolution 8.x sur le Programme de travail du Comité consultatif 2026-2028 ;

La Réunion des Parties à l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels

Décide :

1. d'adopter le budget 2026-2028 figurant à l'annexe A ;
2. d'adopter la formule du barème des contributions figurant à l'annexe B pour calculer les contributions des Parties existantes ;

3. que, pour les exercices 2026, 2027 et 2028, le budget de base sera basé sur les versements annuels fixes des Parties, comme indiqué à l'annexe C ;

4. que l'adhésion d'une Partie à l'Accord au cours d'une période intersession n'entraîne pas le recalcul des paiements annuels fixes pour une autre Partie avant la prochaine RdP ;

5. que le budget sera réparti, sur une base fonctionnelle, entre les quatre affectations suivantes :

   Affectation 1 - Fonctionnement du Secrétariat

   Affectation 2 - Réunion des Parties

   Affectation 3 - Réunions du Comité consultatif

   Affectation 4 - Programme de travail du Comité consultatif ;

6. que les Parties doivent s'acquitter de toute contribution impayée dans les plus brefs délais ;

7. que toutes les cotisations sont payées en dollars australiens (AUD) ;

8. qu'un fonds de roulement doit être maintenu à un niveau constant de 100 000 $;

9. que le Comité consultatif passe en revue régulièrement l'état du fonds général et des autres fonds constitués conformément à l'Accord ;

10. que les fonds supplémentaires qui deviendraient disponibles si d'autres États adhéraient à l'Accord au cours de la période triennale 2026-2028 seront alloués au Fonds spécial conformément à l'article 5.4 du Règlement financier ;

11. *Encourage vivement* toutes les Parties à envisager de verser des contributions volontaires au Fonds spécial afin de soutenir les activités de l'Accord ;

12. *Invite* les États de l'aire de répartition non Parties, les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales et d'autres agences à envisager de contribuer au Fonds spécial ou à des activités spécifiques ;

13. *Demande* au Secrétariat de faire tout son possible pour rechercher des financements externes, en soutien au Programme de travail du Comité consultatif, et d'identifier des mécanismes innovants visant à réduire les coûts.